

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 07/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CARRIERES RICHARD Ambierle**

ROC BONORY  
42430 Saint-Just-En-Chevalet

Références : UID4243-MEA-025-0279  
Code AIOT : 0006101131

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement CARRIERES RICHARD Ambierle implanté LE GRAND PIERNANT 42820 Ambierle. L'inspection a été annoncée le 08/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES RICHARD Ambierle
- LE GRAND PIERNANT 42820 Ambierle
- Code AIOT : 0006101131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière située à AMBIERLE au lieu-dit « Grand Piernant » a été acquise par Mr RICHARD en 1979 et a été régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 26/09/1985 pour une durée de 30 ans, durée prolongée par les arrêtés de prescriptions complémentaires de 2015 et 2016 pour une durée totale de 2 ans.

La société Carrières RICHARD, dont le siège social est à Saint-Just-en-Chevalet, est autorisée par un arrêté préfectoral du 15/11/2017, à poursuivre l'exploitation de cette carrière à ciel ouvert de roche dure (roche granitique) d'une superficie totale de 151 435 m<sup>2</sup> pour une durée de 30 ans.

Les matériaux sont destinés au secteur des travaux publics, notamment en direction de l'agglomération Roannaise.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Défrichage	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Stabilité	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 23	Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective	6 mois
5	Pollution atmosphérique - poussières	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	registre et plans	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 12	Sans objet
2	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 20	Sans objet
6	Usage de l'eau	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi de l'exploitation doit impérativement être amélioré sur le site d'Ambierle. Les principaux points à corriger sont les suivants :

- Le suivi géotechnique de la carrière, qui n'est actuellement pas assuré et ne permet pas d'évaluer les aléas liés à la stabilité des fronts en particulier, alors même que ce sujet existe sur la carrière comme le prouve l'effondrement de petite ampleur constaté lors de la visite.

→ L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser ce suivi avec **un délai de six mois** pour fournir une étude géotechnique complète, et une demande de justificatif **sous deux mois** pour s'assurer de l'avancement sur ce volet.

→ D'ici la réception et la prise en compte de cette étude par l'exploitant, il est tenu de mettre en place des actions correctives, en particulier de respecter les consignes détaillées au constat n°4.

- Le suivi des émissions de poussières qui n'est pas réalisé actuellement, qui doit être mis en place dans **un délai de 3 mois** selon les méthodes de la réglementation en vigueur.

- La transmission d'éléments relatifs au suivi du défrichement et de la lutte contre les espèces

invasives est aussi attendue sous **un délai de trois mois**.

Une amélioration est attendue de l'exploitant sur l'ensemble des suivis à mettre en place sur la carrière et les transmissions associées, bien qu'ils n'aient pas tous été contrôlés. Ce point a été abordé lors d'une rencontre le 9 octobre 2025 dans les bureaux de CARRIERES RICHARD ; l'entreprise fait actuellement des démarches sur l'ensemble de ses sites dans la Loire pour une mise à jour de ses procédures de contrôle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : registre et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>- les bords de la fouille,</li><li>- les courbes de niveau,</li><li>- Les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, des gradins, ...),</li><li>- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li><li>- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux,</li><li>- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction,</li><li>- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs,</li><li>- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</li></ul> Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan doit être réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à l'inspection des installations classées. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Avant l'inspection le dernier plan reçu était celui de décembre 2022.  L'exploitant a indiqué avoir transmis les plans d'exploitations réalisés en décembre 2023 et décembre 2024, qui n'ont pas été réceptionnés par l'inspection des installations classées comme d'autres éléments.

<p>Lors de la visite l'exploitant a transmis le plan d'exploitation en date du 3 décembre 2024. Le plan est globalement conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Il manque cependant la mise en avant des zones en cours d'exploitation et celles réaménagées, ainsi que la présence de deux bassins qui ont été créés au niveau de l'installation de traitement. Le nord n'est pas indiqué sur ce plan également.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre le plan d'exploitation de décembre 2023, et faire apparaître les plans d'eaux créés au niveau de l'installation de traitement ainsi que les zones en cours d'exploitation et celles réaménagées sur les prochains plans d'exploitation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Conditions d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation de la carrière et des installations connexes doit être conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation s'effectue conformément à ce qui est indiqué dans le dossier de demande d'autorisation, avec une progression des fronts vers l'ouest, mais avec un retard de phasage d'environ 5 ans, correspondant toujours à la Phase 1 d'exploitation.</p> <p>Ce retard de phasage s'explique par la faible activité du site ces dernières années, notamment en 2024 et 2025 en lien avec le ralentissement puis l'arrêt du fonctionnement de la centrale béton.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Si le retard de phasage n'a pas diminué lors de la prochaine inspection, l'exploitant devra déposer un Porter à Connaissance présentant un phasage d'exploitation et de réaménagement actualisé du site se rapprochant plus de la réalité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Défrichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 21
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déboisement, défrichage et décapage des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit respecter les prescriptions de l'arrêté de défrichage, notamment pour ce qui concerne le passage préventif d'un écologue avant travaux, le respect du phasage, de la période des travaux et la maîtrise des eaux de ruissellement.</p> <p>Les travaux de décapage n'ont pas lieu par temps sec et venteux. La terre végétale et les stériles doivent être correctement ressuyés avant d'être transportés. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. La hauteur des tas de terre végétale devra être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques. À ce titre, les dépôts des horizons humifères n'auront pas une hauteur supérieure à 2,5 mètres et ne doivent pas être déplacés ni rechargés avant leur remise en place définitive. Les terres végétales et les stériles sont disposés sur des zones non exploitables ou bien immédiatement remobilisés pour le réaménagement à l'avancement. La totalité de la terre végétale doit être conservée sur le site.</p> <p>L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Il prévient l'apparition sur ces stocks d'espèces végétales envahissantes (ambrosie...), et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes.</p>
<b>Constats :</b> <p>La dernière opération de déboisement date de 2018, l'exploitant indique qu'elle s'est déroulée conformément aux prescriptions de l'arrêté de défrichage.</p> <p>La zone déboisée, indiquée sur le plan d'exploitation, est située au nord-est de la carrière, sur une zone qui sera concernée par la prochaine phase d'exploitation. Lors de la visite il a pu être observé que la zone était propre et le bois évacué.</p> <p>La terre végétale issue de la découverte à l'avant de l'exploitation (au nord-est de la carrière) est stockée sous la forme de merlons sur cette même zone, d'une hauteur correcte (entre 2 et 3 mètres). Ces merlons sont entièrement végétalisés, le suivi des espèces envahissantes n'a pas été évoqué lors de la visite mais ne semble cependant pas certain. Il n'y a pas de sujet concernant la stabilité de ces stockages.</p> <p>Lors de l'inspection il a été demandé à l'exploitant de transmettre des preuves de ces opérations de déboisement (devis ou facture), et du passage préventif d'un écologue conformément aux prescriptions de l'APA.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant n'a pas transmis de preuves de la dernière opération de déboisement, ni du passage préventif d'un écologue. Il devra transmettre ces éléments sous trois mois.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant un écrit précisant sa stratégie de lutte contre les espèces envahissantes.</p>

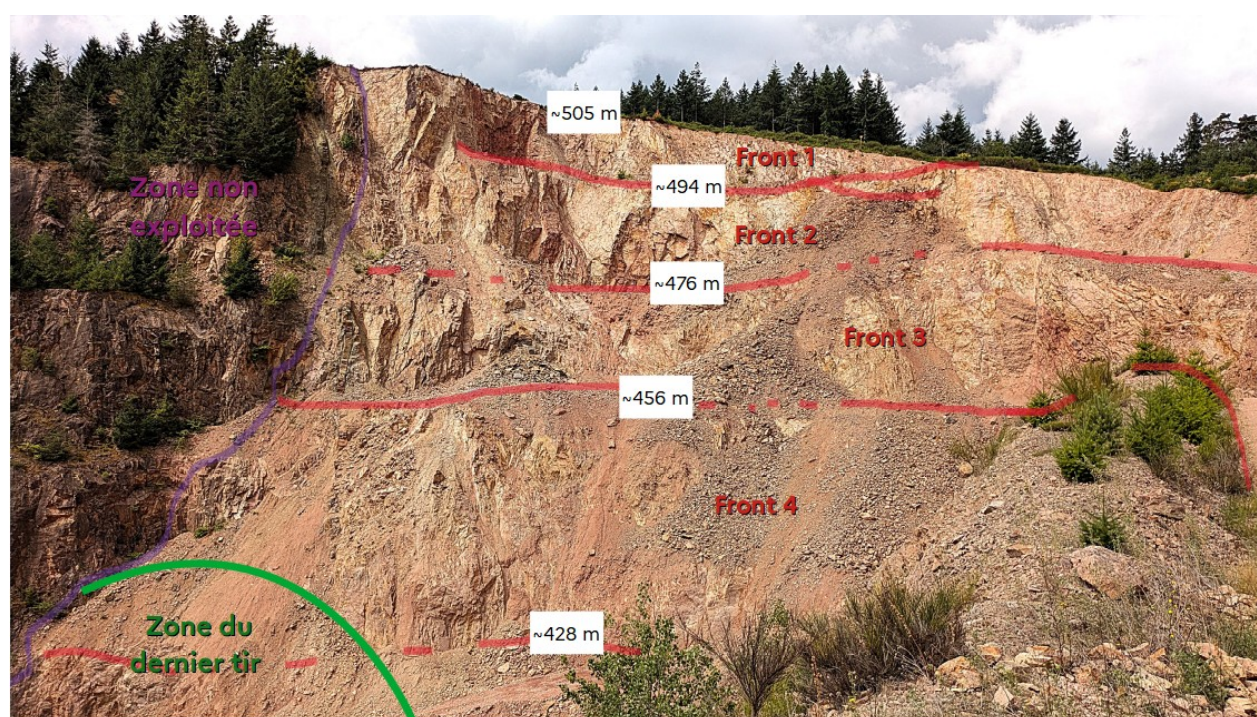
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Stabilité, conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 23
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Suivi Géotechnique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 23.1</u>  L'exploitation de la carrière doit être conduite au regard de l'analyse géologique et structurale. Elle doit notamment satisfaire aux conditions suivantes :  - les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres  -en cours d'extraction, la pente des gradins est adaptée de manière à assurer en toute circonstance la stabilité des terrains  - les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas,  - la progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p> <p><u>Article 23.2</u>  À chaque début de phase quinquennale d'exploitation, l'exploitant transmet à l'Inspection un rapport géotechnique actualisé qui confirme ou précise, sur la base de l'analyse des caractéristiques du gisement et des observations issues de la phase d'exploitation précédente, la pertinence des dispositions envisagées pour la phase d'exploitation.  En cas d'évolution de ces dispositions, l'exploitant porte à la connaissance du Préfet les modifications envisagées conformément à l'article 50 du présent arrêté.</p> <p><u>Article 23.3</u>  Les stockages de déchets inertes et terres non polluées issus de l'extraction sont assurés de manière à garantir leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.  L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À partir du plan d'exploitation du 09/12/2024, les gradins en cours d'exploitation active, sur le flanc ouest de la carrière ne respectent pas tous les hauteurs et espacements définis dans l'APA :</p> <p>- Il est observé plusieurs fronts de 15 à 20 mètres de hauteur, en particulier le front n°2 en partant du haut de la carrière (18m), certaines parties du front n°3 (19m), voire plus pour les parties extrémales de certains fronts où l'exploitation n'a pas encore permis d'ouvrir des gradins (fronts 1 et 2 regroupés ~30 m de hauteur, extrémité du front 4 au carreau ~30 m de hauteur).  - La largeur des banquettes est régulièrement inférieure à 15 mètres également sur les fronts évoqués précédemment.</p>

L'exploitant indique que la remise en conformité des gradins ne pourra se faire qu'avec le recul de ceux-ci lors de la poursuite de l'exploitation, qui est actuellement fortement ralentie. Un tir de mine a été réalisé le 8 juillet 2025 sur la partie basse de la carrière (front n°4), le premier depuis 18 mois ; l'information de ce tir n'est pas parvenue à la DREAL. L'exploitant a transmis le résultat de ce tir opéré par Maxam à la suite de l'inspection.

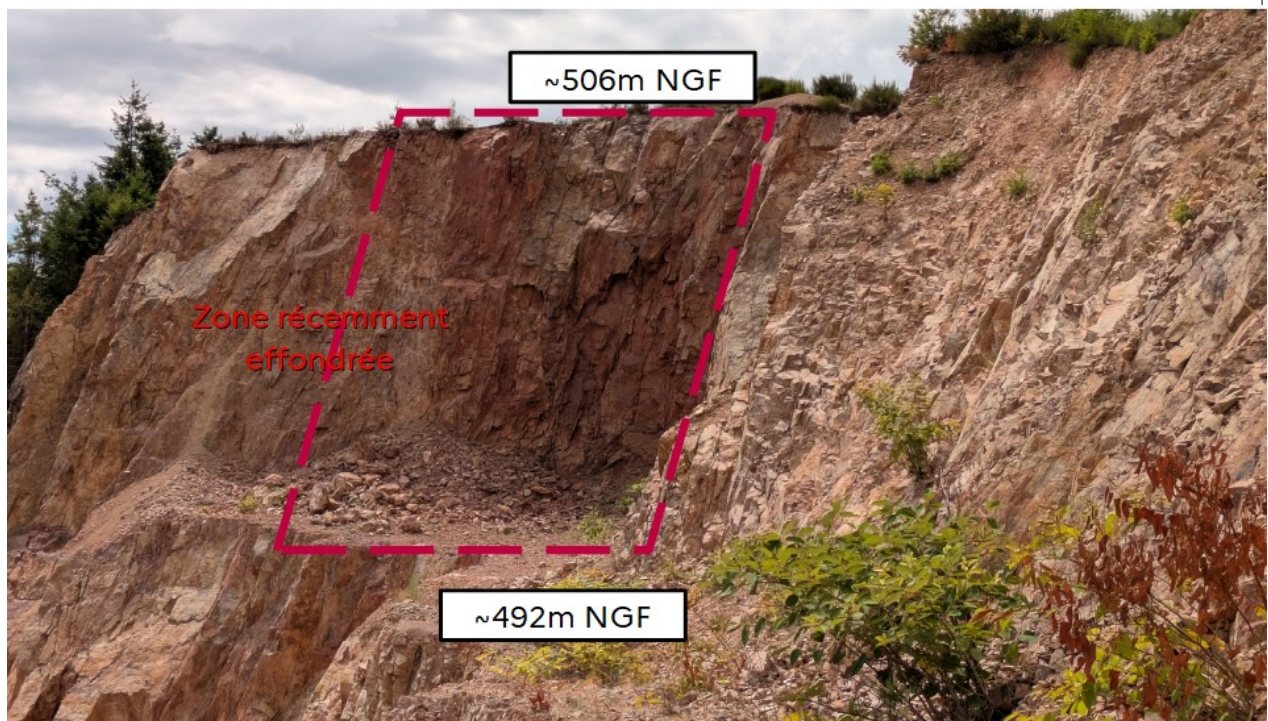
Lors de la visite du site, l'aspect visuel des fronts en partie ouest de la carrière est assez médiocre : - la continuité des fronts n'est par endroit pas évidente, avec des zones de gravats liés à l'avancée de la carrière ne permettant pas de garder l'accès à l'ensemble des pistes, - comme observé sur les plans d'exploitation, une partie des fronts possèdent des hauteurs trop importantes, et les banquettes encore accessibles manquent de largeur par endroits, - enfin les fronts n°1 et 2 en partant du haut de la carrière sont particulièrement verticalisés et présentent des signes d'instabilités ; les plans de découpe de la roche exploitée forment ainsi des arêtes et des débuts de surplombs, et ils ne semblent pas correctement purgés.



Une zone sur le premier gradin en partant du haut de la carrière (voir photo suivante) semble indiquer un effondrement récent, alors même que le tir de mine n'était pas localisé sur ce front. L'exploitant indique découvrir cet effondrement.

Le travail actuel de l'exploitation se fait à l'aide d'une pelle mécanique qui se situe sur une zone plus basse et plus au sud de la carrière, pour laquelle les fronts présentent un meilleur aspect et qui n'est pas directement sous la zone précédemment mentionnée. Le jour de l'inspection, aucune activité n'était en cours sur la carrière.





Lors de l'inspection l'exploitant n'a pas pu présenter de rapport géotechnique, qui aurait dû être réalisé au moins en 2017 et actualisé lors du changement de phase quinquennale d'exploitation à venir.

Les travaux sur les fronts n°1 et 2 précédemment évoqués sont potentiellement dangereux du fait du possible aléa d'effondrement et d'éboulement de blocs. En l'absence d'étude géotechnique cet aléa ne peut être caractérisé précisément mais les indices précédemment évoqués, observés lors de l'inspection appellent à la prudence.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La stabilité d'une partie de la carrière appelle à la prudence. Au vu de la faible activité de la carrière (peu de tirs, travail discontinu avec une seule pelle) et de la zone actuelle d'exploitation qui est à l'écart des zones potentiellement instables, l'arrêt total de l'exploitation n'apparaît pas nécessaire.

Une étude géotechnique doit cependant rapidement être mise en place sur l'ensemble de l'exploitation ; cette étude aurait dû être réalisée dès 2017 et mise à jour à chaque phase quinquennale. Elle est nécessaire pour évaluer le risque d'effondrement et basculement.

Concernant ce suivi géotechnique, l'inspection propose une mise en demeure de l'exploitant de régulariser sa situation vis-à-vis de son Arrêté Préfectoral d'Autorisation sous **un délai de six mois**.

Dans l'attente de cette étude, l'exploitant est formellement interdit de travailler sur les fronts et risbermes précités tant que leur stabilité n'aura pas été prouvée.

Tout nouveau tir de mine (en dehors de cette zone) doit être précédé du passage d'un géotechnicien indépendant qui validera ou non la possibilité d'effectuer ce tir. Le plan de tir sera transmis à la DREAL par courriel, ainsi que l'avis du géotechnicien. Les fronts seront purgés après le tir si nécessaire. Ces consignes ont été communiquées à l'exploitant lors de l'inspection.

Pour s'assurer de l'avancée de l'exploitant sur ce sujet, CARRIERES RICHARD doit **sous deux mois** transmettre à l'inspection un justificatif de la mise en oeuvre de cette étude géotechnique (devis ou facture) ; dès lors que cette étude sera complétée, l'exploitant devra la transmettre à l'inspection et adapter la conduite de son exploitation aux conclusions et recommandations associées à cette étude, conformément à l'article 23.2 de l'arrêté préfectoral du 15/11/2017.

La reprise de l'exploitation au niveau des fronts précités sera conditionnée à la validation de l'inspection des installations classées. En cas de modification des conditions d'exploitation suite à cette étude, l'exploitant devra adresser à Mme la Préfète de la Loire un dossier de modification indiquant ces changements, comme prévu à l'article 50 de l'APA du 15/11/2017.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 5 : Pollution atmosphérique - poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques, poussières

**Prescription contrôlée :**

La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter des accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours. Notamment les installations doivent être maintenues propres et régulièrement nettoyées de manière à éviter les amas de poussières. Une consigne définit les modalités de ces opérations.

Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met notamment en œuvre les mesures suivantes :

- \* pulvérisation d'eau, ou capotage, aux points de l'installation de traitement les plus sensibles (concasseur, sortie broyeur, points de jetée),
- \* arrosage des pistes et des zones non enherbées (zones d'exploitation) lorsque les conditions météorologiques l'imposent, et selon une consigne préalablement établie,
- \* restriction de la hauteur de jetée au strict minimum pour les points de jetée des convoyeurs,
- \* limitation de la vitesse des poids-lourds et engins de carrière conformément aux consignes d'exploitation,
- \* mise à disposition d'une aire de bâchage des véhicules en sortie du site.

Si les mesures prévues aux points précédents s'avèrent insuffisantes pour protéger l'environnement lors de conditions météorologiques exceptionnelles, les installations en cause sont stoppées.

L'exploitant doit établir un plan de surveillance des émissions de poussières conformément aux dispositions de l'article 19.3 de l'arrêté du 22 septembre 1994. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Les campagnes de mesures de poussières (PM10 et PM 2,5) dans l'environnement sont réalisées conformément aux dispositions de l'article 19.3 de l'arrêté du 22 septembre 1994.

Les résultats de mesures sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le site n'étant pas en activité lors de l'inspection, les prescriptions relatives à la limitation des émissions de poussières n'ont pas pu être vérifiées ; l'exploitant indique cependant qu'un arrosage des pistes a lieu si besoin, et il existe une aire de bâchage en sortie de la carrière à proximité de la bascule.

Lors de l'inspection les installations de traitement étaient correctement nettoyées.

L'exploitant n'a pas pu présenter lors de l'inspection le plan de surveillance des émissions de poussières qu'il doit avoir mis en place, comme il est prévu à l'article 19.5 de l'Arrêté Ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, et repris dans son arrêté préfectoral d'autorisation.

M.Richard indique avoir fait des mesures sur les émissions de poussières environnementales en avril 2019, sans que ces résultats ne soient présents dans les réceptions de l'inspection des installations classées ; de même l'inspection n'a pas connaissance du suivi des poussières alvéolaires (PM10 et PM2,5).

Il est rappelé par ailleurs à l'exploitant que pour les carrières soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières, comme c'est le cas à Ambierle, la réglementation impose à ce que ce suivi soit fait au moyen de jauges de retombées, et doivent être effectuées en respectant la norme NF X 43-014 (2017).

Il est également rappelé que les campagnes de mesures doivent avoir une durée de 30 jours et une fréquence trimestrielle ; si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur cible de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges, la fréquence de mesure devient semestrielle. (Article 19.6 de l'AM du 22/09/1994).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le suivi des émissions de poussières effectué par CARRIERES RICHARD sur son site d'Ambierle est au mieux lacunaire.

L'exploitant doit transmettre tous les éléments à sa disposition concernant le suivi de ses émissions de poussières depuis la signature de son arrêté d'autorisation en 2017.

Il doit **sous un délai de 3 mois** présenter un plan de surveillance des poussières comme prescrit dans son arrêté, et conforme aux dispositions 19.5, 19.6, 19.7 et 19.8 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.

Une campagne de mesure au moyen de jauges est attendue à l'issue de ces 3 mois, dont les résultats seront communiqués sans tarder à l'inspection des installations classées. par la suite l'exploitant transmettra chaque année le bilan annuel des mesures réalisées, dans les formes indiquées à l'article 19.9 du même arrêté.

Une campagne de mesures de poussières (PM10 et PM 2,5) est également attendue pour l'année 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Usage de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.2
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Sécheresse - Prélèvement d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les besoins en eau pour l'activité sont couverts par des apports en eau de ruissellement collectées dans les bassins de rétention et par le réseau public d'adduction pour l'installation de traitement des granulats pour béton.</p> <p>Tout autre prélèvement dans le milieu naturel est interdit. Les eaux de procédé doivent être intégralement recyclées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection il a été constaté que seule l'installation de traitement des granulats pour le béton était raccordée au réseau communal. Cette installation est à l'arrêt lors de l'inspection, et n'a pas fonctionné en 2025. Il est rappelé à l'exploitant de l'intérêt à mettre en place un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) en cas de consommation d'eau en dehors des eaux de ruissellement de la carrière.</p> <p>Pour le reste de l'exploitation, l'eau est prélevée à partir des différents bassins de décantation aménagés par l'exploitant et est ensuite recyclée via ces bassins.</p> <p>Le nombre et la taille de ces bassins ont évolué ces dernières années ; ces changements ont été précisés par courrier du 11/08/2023 en réponse à l'inspection de Mme VASSAL-REVEILLE du 14/02/2023.</p> <p>Ces bassins n'apparaissent pas de façon visible sur le plan d'exploitation du 3 décembre 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra faire figurer de façon claire l'ensemble de ses bassins sur site dans les prochains plans d'exploitation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite